

## Avant-propos

Par Colin Archer

Secrétaire général du Bureau International de la Paix (International Peace Bureau)

D27/

17 pages

1 bis  
**William BOURDON**  
Avocat à la Cour  
156, Rue de Rivoli  
75001 PARIS - 01 42 60 32 60  
Fax 01 42 60 19 43 - 01 42 60 25 17  
R 143

S'il existait un phénomène de société qui méritait qu'on l'étudie de près il s'agit bien du commerce en armement et plus largement du militarisme. Il ne s'agit pas d'un nouveau problème. Le livre très utile de Kua Kia Soong débute par une citation d'un philosophe chinois qui, il y a 2400 ans, critiquait déjà l'aveuglement moral des « dirigeants du monde ». Cette absence de discernement est certainement toujours d'actualité lorsque l'on observe les effets du militarisme pas seulement en Malaisie (qui ne joue pas un grand rôle sur l'échiquier mondial) mais partout dans le monde. Cette analyse de Kua révèle au grand jour toutes sortes de scandales liés à la corruption, la pauvreté, la privatisation irraisonnée, le manque de transparence, les accidents et surtout les coûts d'opportunité lorsque des milliards sont investis dans le secteur militaire alors que la population souffre du manque de services et commodités de base.

En 2009, les dépenses militaires mondiales atteignirent les 1,53 billion de dollars US (1530 milliard de dollars US), soit 224 dollars US par êtres humains sur la planète.<sup>1</sup> Personne ne peut s'abstenir de penser comment ce trésor pourrait être utilisé différemment : pour sauver des vies, soutenir le développement de communautés pauvres, protéger l'environnement, promouvoir des sources d'énergies renouvelables et bien plus encore. Etant donné les nombreuses crises auxquelles doit faire face la communauté mondiale – notre économie, notre environnement, notre alimentation, nos système de santé et autres- il y a urgence à créer un mouvement mondial afin que cet argent soit utilisé afin de subvenir aux besoins humains. Des milliers d'organisations et des millions d'individus soutiennent cette idée. D'autre part, à cause de la crise économique mondiale de nombreux gouvernements commencent à réduire leurs dépenses militaires. Mais il y a peu de chance pour qu'ils injectent l'argent ainsi économisé dans des projets de développement, à moins que la société civile ne fasse pression sur eux. Nous avons besoin d'un sérieux effort à l'échelon mondial pour que nous demandes visant à nourrir la population et non le complexe militaro-industriel soient satisfaites.

Il s'agit là d'un problème complexe avec de nombreux paramètres cachés que ce livre révèle : par exemple l'alliance tacite entre vendeurs et acheteurs d'armes ; les rivalités régionales et même mondiales entre états ; la spirale infernale des coûts et délais qui fait que les prix atteignent des sommets ; les pressions et l'hypocrisie des pays occidentaux, de la Russie et autres grandes puissances ; la tentation d'acheter pour le prestige ; et toutes ces forces motrices sous jacentes qui (jusqu'à récemment tout au moins) ont poussé à dépenser plus, années après années. Dans cette catégorie on peut citer la volonté d'impressionner ou de menacer les pays voisins et groupes rebelles ; de renforcer les puissances de haute technologie sous prétexte que cela va aider dans la guerre contre le terrorisme (war against terror) ; pour s'attirer les faveurs des amis et alliés ; et cette détermination à protéger les intérêts nationaux

<sup>1</sup> Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) Yearbook 2010

tels que l'accès aux ressources en minerais et énergétiques. Ce dernier point semble être décisif sur le long terme. Et c'est aussi dans ce domaine là que le manque d'alternative politique est le plus évident. Où sont passés les investissements dans la diplomatie ou en matière de prévention de conflits ou encore en matière de coopération entre pays voisins afin de développer des projets conjointement ? N'existe-t-il pas d'autres intérêts en matière de transformation économique et de diversification autre que ce militarisme non productif ? Est-ce que nous nous dirigeons vers un inévitable conflit, non pas entre civilisations mais entre géants industriels assoiffés de pouvoir ?

La récession économique actuelle, qui frappe la Malaisie au même titre que des pays de taille similaire ou même plus grand, pousse les gouvernements et les parlements à se pencher plus sérieusement sur les dépenses militaires et l'acquisition d'armements. Les projets de plusieurs milliards de dollars sont mis en suspens ou définitivement abandonnés. C'est donc le moment opportun pour ceux d'entre nous qui rejettent le militarisme et croient qu'un « autre monde est possible ». Cependant il s'agit plus de réduire les dépenses des forces armées et de réduire le déficit plutôt que de redistribuer les ressources pour le développement, la justice sociale ou la lutte contre la pauvreté de masse.

C'est précisément pour relever ce défi politique (et moral) que le Bureau International de la Paix (International Peace Bureau) a, en 2005, lancé un programme intitulé « Désarmement Durable pour Développement Durable ». Ce projet est centré sur 3 domaines principaux :

1. La lutte pour réduire les dépenses du secteur militaire en faveur d'un accroissement des investissements en matière de développement durable incluant une réduction et une adaptation aux impacts du changement climatique.
2. Efforts afin de faire connaître et de réduire les effets des armes de toutes sortes sur les communautés les plus pauvres notamment en zone de conflits. Dans ce domaine nous coopérons avec de nombreuses coalitions œuvrant pour l'abolition ou la limitation de l'utilisation de certains types d'armes.
3. D'autres thèmes tels que la militarisation de l'aide (humanitaire), l'accroissement de bases militaires, les questions de genre et avant tout la nouvelle justification d'un militarisme découlant d'une compétition intensive en matière de ressources dans un monde multipolaire.

Les dirigeants de la société civile expriment fréquemment leurs inquiétudes concernant les dépenses militaires et le besoin de transférer ces ressources vers les dépenses sociales. Cependant c'est un défi difficile à relever pour de nombreuses raisons. La plus grande difficulté est qu'il n'existe aucun traité contraignant relatif aux dépenses militaires comme il en existe dans d'autres domaines liés au désarmement. Les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies n'ont aucune force dans ce domaine car les décisions en matière de dépenses militaires sont prises au niveau national. Pour cette raison le BIP est favorable à la création de coalitions et de campagnes à l'échelon national.

Mi-avril 2011 une Journée Mondiale d'Action sur les Dépenses Militaires sera organisée en conjonction avec la présentation du rapport annuel du Stockholm International Peace

Research Institute qui contiendra de nouvelles statistiques en matière de dépenses militaires. Ce jour là, des individus du monde entier organiseront des actions afin d'attirer l'attention du public, des politiques et des médias sur les dépenses militaires et le besoin d'établir de nouvelles priorités. Des événements de la sorte nous aideront à créer un réseau international autour de ce thème.

Pour que de telles activités soient un succès il faut qu'elles soient fondées sur des recherches approfondies et c'est pour cette raison que ce travail est d'une grande valeur. Kua Kua Soong est un écrivain et activiste qui compte à son actif plusieurs travaux de recherches sur des sujets importants. Il produit là un travail courageux qui traite de sujets difficiles à aborder dans la sphère politique et qui peuvent être considérés comme tellement tabou qu'ils sont épargnés par les critiques du public. J'espère qu'avec un plus grand nombre d'enquêtes de ce genre, la lumière sera faite sur ces aspects de la société et de l'économie jusque là restés dans l'ombre et que par un travail continu un changement fondamental de priorité sera effectué.

## CHAPITRE TROIS

### ALTANTUYA ET L'ACCORD SUR LES SCORPENES

*« Ceux qui peuvent vous faire croire à des absurdités peuvent vous faire commettre des atrocités. » Voltaire*

Les sous marins Scorpène acquis récemment par la Marine Royale Malaisienne et coûtant plus de 3 milliards de ringgit chacun, constituent à ce jour la plus onéreuse acquisition effectuée en matière militaire. Minés par les scandales avant même d'atteindre nos côtes, les questions entourant le meurtre effroyable d'une traductrice d'origine mongole, Altantuya Shaaribuu et sa relation avec des personnalités impliquées dans l'accord sur les sous marins, restent sans réponses. La question d'une commission payée à certaines parties a été balayée par le Ministre de la Défense mais continue d'être examinée par la justice française. Après que le 1<sup>er</sup> Scorpène ait été livré, des pépins techniques ayant rendu impossible l'immersion du sous marin n'ont fait qu'exacerber les tensions.

La façon dont la DCNS International France et le constructeur de sous marin espagnol Navantia ont obtenu le contrat pour la construction de deux sous marins de type Scorpène pour la marine malaisienne *« donne un rare aperçu du processus malaisien, traditionnellement opaque, d'acquisition d'armes... Finalement cela souligne l'importance des connections politiques pour remporter des contrats en matière de défense en Malaisie. »*<sup>1</sup>

D'après l'histoire du FEER (*Far Eastern Economi Review*) en 2000 la compagnie française à l'époque privée Thomson-CSF (aujourd'hui appelé Thales) a travaillé avec un intermédiaire du nom de Jasbir Chahl afin de tenter de vendre un missile Crotale au gouvernement malaisien. Thales a présenté Chahl à la DCN (appartenant au gouvernement français) et les négociations concernant l'accord de vente sur les sous marins ont débuté. Chahl a ensuite introduit Ibrahim Mohamed Noor, un homme d'affaire proche de Daim Zainuddin, alors Ministre des Finances.

La compagnie privée d'Ibrahim, Perimekar, était en passe de devenir la clé de voûte des relations entre les gouvernements malaisien et français. Ibrahim a ensuite introduit Abdul Razak Baginda, un analyste en matière de défense qui dirigeait le Centre de Ressources Stratégiques malaisien et aussi conseiller du Ministre de la Défense Najib Razak. En Août 2001, Ibrahim a vendu Perimekar à Generasi Mulia, qui a servi à détenir les parts de la société temporairement en attendant qu'un nouvel actionnaire, ayant de bonnes relations, ne se présente. En Janvier 2002 tout était en place. Generasi Mulia a vendu 100% des actions qu'il détenait de Perimekar à Ombak Laut, une compagnie privée appartenant à des associés d'Abdul Razak Baginda. Ombak Laut a ensuite vendu 40% au Fonds des Forces Armées (Armes Forces Superannuation Funds ou LTAT) ainsi qu'à une société-sœur.

50% de la valeur du contrat seraient la contre partie d'échanges commerciaux de biens malaisiens vers la France ou pays francophones en Afrique ou dans le Pacifique. La France a aussi donné un sous marin Agosta déclassé que la Malaisie devrait rénover pour un montant atteignant les 300 millions de ringgit (79 millions de \$) afin qu'il soit utilisé pour l'entraînement de l'équipage :

*« Qu'en est-il des paiements versés aux hommes d'affaires malaisiens ? Des analystes en matière de défense estiment que pour les efforts fournis et sa continuelle implication dans le contrat, Perimekar recevra, au cours des 6 prochaines années 8% de la valeur totale du contrat : environ 288 millions de ringgit et sûrement plus étant donné que l'euro, sur lequel le contrat est basé a augmenté de 13% contre le ringgit depuis la signature. »<sup>2</sup>*

L'accord entre le gouvernement malaisien, la DCN française et Navantia (Espagne) concernant les deux sous marins de type Scorpène a été signé le 5 juin 2002.

### **L'implication française**

L'histoire intitulée « *The French Connection* » paru dans le journal *The Asia Sentinel* le 29 Juin 2009 plante le décor d'une histoire mêlant pots de vins et meurtre, tout cela en lien avec des accords de vente d'armes impliquant la compagnie d'état française : <sup>3</sup>

*« Dans la dernière illustration de l'utilisation par les français de contrat de vente d'armes non seulement afin de remporter d'autres contrats à l'étranger mais aussi de financer certains politiciens à la maison, de sérieuses allégations ont fait surface, selon lesquelles des dessous de table seraient derrière le meurtre de 11 ingénieurs en construction navale français à Karachi il y a 7 ans. Les ingénieurs et trois pakistanais ont été victimes d'un attentat suicide contre un bus...*

*« A cette époque Al Qaïda avait été désigné comme responsable de l'attentat de Karachi, son passé en faisant un évident et parfait bouc émissaire. Cependant les magistrats français accusent maintenant non pas Al Qaïda mais des fonctionnaires pakistanais haut placés. Ils sont soupçonnés d'avoir agi en représailles à l'arrêt du paiement de commissions secrètes qui leur été apparemment dues suite à la signature en 1994 d'un contrat pour trois sous marins et dont la valeur atteignait environ 1 milliards de \$. Les ingénieurs travaillaient sur ce contrat.*

*« Les enquêteurs se penchent maintenant sur la théorie selon laquelle les Pakistanais devaient recevoir des rétrocommissions dont une partie serait ensuite reversée par le biais de compagnies offshore afin d'alimenter les caisses noires de politiciens en France. Dans cette affaire la théorie est que les paiements ont été utilisés pour financer la campagne électorale d'Edouard Balladur en 1995 dont le chef de campagne était l'actuel Président, Nicolas Sarkozy. Mais les paiements aux Pakistanais ont été arrêtés par le Président Jacques Chirac après qu'il ait remporté les élections contre Edouard Balladur. Après plusieurs années passées à tenter de réinstaurer les paiements, les Pakistanais se seraient vengés.*

*Les raisons de l'attentat, selon ces rapports, étaient connues des services de renseignements français qui en retour auraient brisé les jambes de deux amiraux pakistanais et tué un apprenti officier. L'histoire d'Al Quaida était juste une couverture. Les preuves de ces allégations viendraient de documents saisis par des magistrats français dans les locaux de la DCN, la compagnie de construction navale appartenant à l'état français, et révélées par un avocat des familles des victimes de l'attentat.*

*L'affaire de Taiwan, qui continue toujours après 18 ans, est elle aussi liée à l'acquisition de matériel naval, l'achat de 6 frégates de types Lafayette, un accord si lucratif que la France était prête à mettre en péril ses relations avec Pékin pour que l'accord soit signé. Deux ans après la signature de l'accord, le corps d'un capitaine de marine taiwanais, Yin Ching-Feng a été retrouvé flottant près des côtes, victime apparemment d'un coup monté. Alors que l'affaire a été longtemps étouffée, il est apparu petit à petit qu'une commission de 600 millions de \$, pour un contrat d'une valeur de 2,8 milliards de \$, avait été versée sur plusieurs comptes bancaires suisses ouverts par Andrew Wang Chuan-pu, l'agent taiwanais pour la compagnie française Thomson-CSF (aujourd'hui Thales).*

*Il est probable que Yin ait été tué car il prévoyait de dénoncer ces arrangements. D'autres morts inexplicables incluent celle du neveu de Yin qui travaillait sur cette affaire, un agent des services de renseignements français et un employé de Thomson à Taiwan. A Taiwan, les condamnations de plusieurs personnels de la marine et intermédiaires avaient été obtenues. Cependant en France, un Etat apparemment démocratique et libre, le gouvernement a entravé les enquêtes menées par les fonctionnaires de justice qui n'ont pu avoir accès aux documents pertinents. En Octobre 2008 le juge a finalement décidé que personne ne pouvait être poursuivi en raison d'un manque de preuve. »*

### **Meurtre dans les hautes sphères**

Ces scandales au Pakistan et à Taiwan impliquant la compagnie française DCN ont précédé le meurtre en Malaisie de la mannequin mongole et traductrice francophone, Altantuya Shaaribuu. Elle a été la maitresse de l'expert en défense, Abdul Razak Baginda, un proche associé du Ministre de la Défense de l'époque et actuel Premier Ministre, Najib Razak.

Razak Baginda a été acquitté du meurtre mais deux agents des services de renseignements ont été jugés coupables à la suite d'un procès. Les motifs du meurtre d'Altantuya n'ont jamais été recherchés par la Cour. Un des motifs possible pourrait bien être sa demande d'argent étant donné sa connaissance des détails de l'accord entre le gouvernement malaisien et Razak Baginda ainsi que le constructeur français.

Le meurtre d'Altantuya Shaaribuu en lien avec l'accord de vente des Scorpènes n'est certainement pas le premier cas de corruption en Malaisie dans lequel un meurtre aurait été commis. Lors du scandale du BMF (*Bumiputera Malaysia Finance*) au début des années 80<sup>4</sup>,

le directeur général adjoint, Jalil Ibrahim avait alors été envoyé à Hong Kong (à l'époque encore colonie anglaise) afin de procéder à un audit. Le 17 Juillet 1983 il informa son équipe qu'il avait rendez vous avec un « Datuk ». Le jour suivant son corps fut retrouvé dans une plantation de banane à l'extérieur d'Hong Kong. Le lien entre le meurtre de Jalil et le BMF ainsi que l'identité des personnes qui se trouvaient derrière ce scandale ne furent jamais établi. L'homme d'affaire de Klang, Mak Fook Than fut reconnu coupable de meurtre et condamné à la prison à vie. Lors de son procès, Mak a prétendu qu'il s'était tout juste débarrassé du corps, le meurtre ayant été commis par un Coréen travaillant pour un homme prénommé George.

Le meurtre du mannequin et interprète mongole, Altantuya Shaaribuu a eu lieu en Octobre 2006. Le Vice Premier Ministre de l'époque, Najib Razak a, à plusieurs reprises, nié l'avoir connue ou rencontrée ou que les 350 millions de ringgit versés à Perimekar Sdn Bhd était en fait une commission. Le 6 Décembre 2006, le Ministre de la Défense adjoint, alors qu'il répondait à une question du député d'Ipoh Timor, a reconnu qu'il existait bien un contrat entre le gouvernement et la compagnie Perimekar Sdn Bhd d'un montant de 114 millions d'euros « afin de payer les services de coordination et d'assistance et non pas comme commission, la coordination et les services d'assistance aux équipes en charges du projet en France et en Espagne ainsi que pour les apprentis sur le sous marin. »<sup>5</sup>

Najib a ajouté que l'acquisition des avions Sukhoi s'était faite directement avec la compagnie Rosoboronexport qui appartenait au gouvernement russe. Il a déclaré qu'IMT Defense (M) Sdn Bhd était la seule représentante de Rosoboronexport en Malaisie désignée par la compagnie russe et a ajouté que « le gouvernement n'avait payé aucune commission à IMT Defense comme cela a été affirmé. »<sup>6</sup>

En concluant le débat sur l'allocution royale du 14 Mai 2008, il a dévoilé que l'accord pour l'acquisition des sous marins Scorpène avait été signé le 5 Juin 2002 entre le gouvernement malaisien, la DCNS (France) et Navantia (Espagne).<sup>7</sup>

Najib a aussi nié le fait que le gouvernement ait versé des commissions à IMT (M) Defense Sdn Bhd dans le cadre de l'achat des avions de chasse Sukhoi. Concernant la différence de prix entre les acquisitions effectuées par la Malaisie et l'Inde, Najib a déclaré que cela était dû à la façon dont les avions étaient configurés ainsi qu'au nombre d'engins achetés, ajoutant que la Malaisie en avait acheté 18 alors que l'Inde en avait acquis 180. A la fin de son discours Najib avait répété qu'il « *n'avait jamais connu et ni même rencontré la femme d'origine mongole.* »<sup>8</sup>

Comme par hasard, l'actionnaire principal de Perimekar Sdn Bhd se trouve être KS Ombak Laut Sdn Bhd et parmi les directeurs des deux compagnies se trouve Mazlina binti Makhzan, la femme d'Abdul Razak Baginda.<sup>9</sup> Baginda se trouve aussi être l'assistant de Najib Razak qui était à l'époque le Vice Premier Ministre et le Ministre de la Défense. Si l'on se penche sur la comptabilité de Perimekar en 2001 et 2002, la compagnie n'a certainement pas les moyens financiers d'honorer un tel contrat. Elle n'a d'ailleurs pas non plus l'expérience ou l'expertise nécessaire pour fournir des services de coordination et d'assistance pour un tel projet.

D27/8

## L'affaire du meurtre d'Altantuya

D'après la déclaration sous serment de Baginda donnée lors de sa demande de libération sous caution, Altantuya rencontra pour la 1<sup>ère</sup> fois Abdul Razak Baginda à Hong Kong en 2004. Ils entretenirent relation ensemble et Altantuya aida Baginda en traduisant des documents rédigés en russe. Ils se séparèrent aux alentours d'août 2005.<sup>10</sup> Baginda était un analyste en matière de défense à la tête du Centre de Recherches Stratégiques Malaisien et était conseiller aux questions de sécurité du Vice Premier Ministre de l'époque et Ministre de la Défense de Malaisie, Najib Razak.

En Octobre 2006, Altantuya fut prévenue que la commission payée par Armaris avait été versée sur le compte bancaire de Perimekar à Kuala Lumpur. Elle se rendit à Kuala Lumpur afin de réclamer sa part de la commission auprès de Baginda disant qu'elle avait droit à 500 000\$ US. Altantuya arriva en Malaisie avec deux autres personnes d'origine mongole. Pendant plusieurs jours elle harcela son ex amant pour de l'argent. Le 18 Octobre, Baginda ne pu plus supporter les scènes qu'Altantuya faisait devant son domicile. Il contacta le directeur des services de renseignements de la police malaisienne, Musa Safri qui se trouvait aussi être l'aide de camp du Vice Premier Ministre Najib Razak.

Dans la soirée du 19 Octobre 2006 deux policiers des services de renseignements, Azilah Hadri et Sirul Omar furent envoyés au domicile de Baginda afin de « rencontrer la Chinoise et lui conseiller d'arrêter de le menacer et de l'harceler devant son domicile. »<sup>11</sup> Ils firent exploser son corps avec du C4. Dans cette retranscription de l'affaire, nous avons une description de comment cet acte horrible a été commis. L'un des assassins, appartenant au service de renseignements malaisien dénommé Sirul Omar, répond aux questions posées par un enquêteur en charge de l'affaire :

*« Quand la Chinoise a vu que j'étais armé elle m'a supplié de l'épargner, disant qu'elle était enceinte... Azilah (le supérieur de Sirul) a empoigné la Chinoise (qui était en fait mongole) et l'a jetée au sol. Je lui ai immédiatement tiré dans la tempe gauche. Ensuite Azilah l'a déshabillée et a fourré ses habits dans un sac plastique noir. Azilah s'est rendu compte que sa main bougeait encore. Il m'a alors ordonné de tirer de nouveau, chose que j'ai faite. Nous avons ensuite transporté son corps dans la forêt. Azilah a entouré ses jambes, son abdomen et sa tête d'explosifs et on l'a faite exploser. »<sup>12</sup>*

Le 19 Janvier 2007, le Juge de la Haute Court décida que les événements contenus dans la déclaration sous serment de Baginda suggéraient que celui-ci était impliqué dans le meurtre de sa maîtresse Altantuya Shaaribuu. En rejetant la demande libération sous caution de Razak, le juge KN Segara déclara :

*« Ces événements montrent qu'il existe assez d'éléments pour prouver qu'il était impliqué dans le meurtre, crime probablement commis par deux membres des forces de*

*police...L'argent était le vrai problème. Il avait des Gurkhas et des amis policiers pour l'aider.»<sup>13</sup>*

Dans son affidavit Baginda a déclaré qu'il avait eu des entretiens avec le Commissaire Adjoint (*Deputy Superintendent*) Musa Safri et l'Inspecteur en Chef (*Chief Inspector*), Azilah Hadri plusieurs jours avant la mort de sa maîtresse. Lors du procès, son avocat, Wong Kian Kheong, lu le récit des événements tels qu'ils s'étaient déroulés le matin du 18 Octobre 2006 lorsque l'Inspecteur en Chef (*Chief Inspector*) Azilah appela Razak et lui dit qu'il avait déjà tué 6 personnes ou plus auparavant et qu'il pouvait donc l'aider à mettre un terme au harcèlement perpétré par Altantuya. Cela poussa le juge Segara à intervenir :

*« Vous avez là une personne qui vous dit qu'il a déjà tué et qu'il peut résoudre votre problème... Et quel est votre problème ? Vous étiez menacé par une femme et vous voulez qu'elle disparaisse de votre vie. Point. Malgré cela vous continuez à faire affaire avec cet officier de police.*

*« Tout est là. Il a demandé à une personne de se débarrasser d'elle. Nul besoin d'aller plus loin en ce qui concerne son implication. L'officier ne l'aide plus en tant qu'officier de police. Il est présent en tant qu'individu. Cet épisode constitue l'acte de complicité. »<sup>14</sup>*

L'avocat reprit alors la lecture des événements s'étant déroulés le jour suivant mais omit de mentionner la partie dans laquelle Razak dit s'être rendu dans le bureau de Najib, le Vice Premier Ministre ce qui poussa le juge à intervenir une fois de plus :

*« Pourquoi ne lisez vous pas cette partie là ? Il n'y a rien à craindre. Il s'est juste rendu là bas. Cela figure dans son témoignage. Il aurait dû être mieux informé et se rendre directement au poste de police ou au bureau de l'Inspecteur Général de Police au lieu d'importuner le Vice Premier Ministre... Les faits doivent être dévoilés. Vous ne pouvez rien cacher. La vérité l'emportera toujours.»<sup>15</sup>*

Baginda, accusé d'avoir commandité l'assassinat, a été acquitté en novembre 2008. Il a été acquitté sans que sa défense n'ait eu la parole tandis que les deux policiers poursuivis, l'Inspecteur en Chef Azilah et le Caporal Sirul Omar furent condamnés à mort par pendaison pour le meurtre d'Altantuya. Après que le verdict fut rendu, l'accusation fit savoir qu'ils ne feraient pas appel de l'acquiescement de Razak Baginda.

L'accusé, le caporal Sirul Azhar Umar a déclaré qu'il avait servi de bouc émissaire pour certaines personnes dans le meurtre d'Altantuya afin de protéger leur « plan machiavélique. » En plus des nombreux efforts afin d'éviter que le nom de Najib Razak ne soit mentionné durant le procès et que les raisons du meurtre ne soient recherchées, d'autres surprises de taille incluaient notamment : la suspension du président de la cour juste avant que le procès ne démarre sans qu'aucune raison valable ne soit fournie aux avocats, le remplacement à la dernière minute du représentant du ministère public, le changement des avocats de la défense l'un d'entre eux alléguant des « interférences par une troisième partie » dans son travail.<sup>16</sup>

Les avocats de la défense ainsi que le Ministère Public ont empêché l'un des témoins, une cousine d'Altantuya selon laquelle cette dernière lui aurait montré une photographie d'elle, Baginda, Najib et d'autres personnes dinant dans un restaurant à Paris, de délivrer la totalité de son témoignage. La Cour n'a pas non plus demandé au témoin de produire la photographie en question.<sup>17</sup> Pendant le procès, des preuves ont été fournies selon lesquelles l'entrée en Malaisie d'Altantuya avait été effacée des registres des services de l'Immigration.<sup>18</sup> Cela n'a pu être ordonné que par une autorité supérieure.

Altantuya laisse derrière elle un fils aîné âgé de 12 ans qui est traumatisé par la disparition de sa mère ainsi qu'un plus jeune fils âgé de 5 ans handicapé mental. Baginda a quant à lui déménagé en Grande Bretagne avec sa famille.

### **Ce que le Détective Privé a vu**

Balasubramaniam a/l Perumal était un détective privée indépendant qui avait été engagé par Abdul Razak Baginda en 2006 afin de « *le protéger...étant donné qu'apparemment il était menacé par une troisième partie.* »<sup>19</sup> Ce dernier recevait des menaces téléphoniques émanant d'un certain ASP Tan (*Assistant Superintendent of Police - Commissaire Adjoint*) qui lui demandait de payer ses dettes. Balasubramaniam découvrit plus tard que cet homme était en fait un autre détective privé employé par Altantuya Shaaribuu.

D'après la première déclaration sous serment de Balasubramaniam, fournie le 1<sup>er</sup> Juillet 2009, Balasubramaniam a été appelé au bureau d'Abdul Razak Baginda le 9 Octobre 2006 car Altantuya se trouvait là bas. Elle était accompagnée par deux autres femmes mongoles. Elles ont été convaincues de partir après qu'elle ait laissé son numéro de téléphone ainsi que le numéro de sa chambre d'hôtel afin que Baginda puisse la contacter.

Le jour suivant les trois femmes retournèrent au bureau de Baginda demandant à voir le « petit ami » d'Altantuya, Abdula Razak Baginda. Cependant elles ne pénétrèrent pas à l'intérieur du bâtiment. Le 11 Octobre 2006, Altantuya retourna seule au bureau de Baginda et lui laissa une note lui demandant de la rappeler en urgence. Le 14 Octobre 2006 Altantuya se rendit de nouveau au domicile de Baginda à Damansara Heights et Balasubramaniam fut appelé à se rendre là bas. Lorsqu'il arriva il vit Altantuya devant le portail. Elle criait « Razak, espèce de bâtard sort de là ! ». Balasubramaniam ne parvint pas à la calmer et il appela donc la police qui l'emmena au poste de Brickfields. Balasubramaniam suivit en taxi. Au poste de police de Brickfields le détective privé d'Altantuya, un certain Mr Ang arriva et ils discutèrent ensemble.

« *On m'a demandé de faire parvenir à Abdul Razak Baginda une demande pour une somme s'élevant à 500 000\$US ainsi que trois tickets pour la Mongolie, apparemment une commission due...pour un accord conclu à Paris.* »<sup>20</sup>

D27/11

Balasubramaniam informa Baginda des demandes formulées par Altantuya. Au cours de la conversation, Baginda informa son détective privé qu'il avait été présenté à Altantuya par Datuk Seri Najib Tun Razak lors d'une exposition de diamants à Singapour.<sup>21</sup>

Altantuya a réclamé cet argent à Baginda car elle estimait avoir droit à une commission de 500 000\$US en échange de l'aide qu'elle avait fournie pour la conclusion de l'accord à Paris. Dans la soirée du 19 Octobre 2006, Balasubramaniam était de garde au domicile de Baginda à Damansara Heights quand Altantuya arriva. Il envoya un sms à Baginda pour le prévenir qu'Altantuya était là. Baginda lui répondit par sms lui demandant « *de la faire patienter jusqu'à ce que mes hommes arrivent.* » Alors qu'il discutait avec Altantuya une voiture rouge de marque Proton arriva avec une femme et deux hommes à l'intérieur. Il apprit plus tard que la femme était le Caporal Rohaniza (*Lance Corporal*) et les deux hommes Azilah Hadri et Sirul Azahar. Ils étaient habillés en civil.<sup>22</sup>

Azilah informa ensuite Balasubramaniam qu'ils emmenaient Altantuya. Ils l'emmenèrent avec eux en voiture et c'est la dernière fois que Balasubramaniam vit Altantuya. La nuit suivante du 20 Octobre 2006 les deux amies d'Altantuya se présentèrent au domicile de Baginda afin de savoir où se trouvait Altantuya. Balasubramaniam les informa qu'elle avait été arrêtée la nuit précédente. Deux nuits plus tard les deux femmes mongoles revinrent, cette fois ci avec Mr Ang ainsi qu'avec une troisième femme prénommée Amy qui était apparemment la cousine d'Altantuya. Ils étaient convaincus qu'Altantuya était détenue chez Baginda. Il y eu une altercation, ce qui poussa Balasubramaniam à contacter la police qui arriva peu après dans un véhicule de police. Une seconde patrouille de police arriva un peu plus tard avec l'inspecteur du poste de police de Dang Wangi en charge de l'enquête pour personne disparue, suite à la plainte déposée par l'une des femmes mongole.

Balasubramaniam appela ensuite Baginda à son domicile afin de l'informer de ce qui se passait devant son portail d'entrée. Baginda le rappela l'informant que le Commissaire Adjoint (*Deputy Superintendent*) Musa Safri allait lui téléphoner et qu'il devrait alors passer le téléphone à l'inspecteur du commissariat de Dang Wangi. Balasubramaniam reçut effectivement un appel de Musa Safri et passa le téléphone à l'inspecteur de Dang Wangi. Ils parlèrent durant trois ou quatre minutes et l'inspecteur dit aux femmes de partir, qu'il les recevrait le lendemain.

Dans sa première déclaration sous serment, Balasubramaniam déclare qu'il arrêta de travailler pour Baginda le 26 Octobre 2006, le jour où il partit seul à Hong Kong. Mi novembre 2006, Balasubramaniam fut arrêté pour intimidation conformément à la Section 506 du Code Pénal. Il fut détenu et placé en garde à vue pendant cinq jours mais fut libéré sous caution au bout du troisième jour.

Fin novembre 2006, Balasubramaniam fut de nouveau arrêté pour meurtre au terme de la section 302 du Code Pénal. Il fut placé en garde à vue pendant sept jours. A Bukit Aman il fut interrogé à propos d'un sms qu'il aurait reçu de Baginda le 19 Octobre 2006 et qui disait : « *Retiens là jusqu'à ce que mes hommes arrivent.* »

La police recueillit son témoignage pendant sept jours consécutifs et Balasubramaniam révéla tout ce qu'il savait au sujet de Baginda et Altantuya y compris leur supposés liens avec Najib Abdul Razak. Cependant lorsque la transcription de son témoignage lui fut présentée afin qu'il la signe ces détails n'y figuraient pas !

Balasubramaniam fournit des éléments de preuve lors des procès d'Azilah, Sirul et Baginda à la Haute Cour de Shah Alam mais le procureur ne lui posa aucune question au sujet de la relation entre Altantuya et Datuk Seri Najib Tun Razak. Pas plus qu'il n'a été questionné au sujet de l'appel du Commissaire Adjoint (DSP) Musa Safri qui était supposé être l'aide de camp de Datuk Seri Najib Tun Razak et/ou sa femme. Balasubramaniam était avec Baginda dans les bureaux de l'avocat de ce dernier quand celui-ci a été arrêté. Vers 7h30 le matin, Baginda reçut un sms de Datuk Seri Najib Tun Razak et montra le message à son avocat et Balasubramaniam. Il était écrit : <sup>23</sup>

*« Je vais rencontrer l'Inspecteur général de Police à 11h aujourd'hui...le problème sera réglé...reste calme. »*

D'après ses propres mots, Balasubramaniam a fait une telle déclaration afin de: <sup>24</sup>

*« Exprimer ma déception quant à la qualité de l'enquête conduite par les autorités concernant les circonstances entourant la mort d'Altantuya Shaaribuu ;*

*Porter à l'attention des autorités compétentes la forte probabilité selon laquelle d'autres personnes, autres que les trois accusés, aient pu jouer un rôle dans le meurtre d'Altantuya Shaaribuu ;*

*Persuader les autorités compétentes de rouvrir leur enquête dans cette affaire afin que de nouvelles preuves puissent être présentées à la Cour avant le réquisitoire du Ministère Public ;*

*Insister sur le fait qu'après avoir été membre de la Police Royale Malaisienne pendant 17 ans, je suis persuadé qu'aucun officier de police ne tirerait dans la tête de quelqu'un et ne ferait exploser son corps sans avoir reçu au préalable d'instructions spécifiques émanant de ces supérieurs ;*

*Exprimer mon inquiétude quant au fait que si la défense n'obtient pas la parole lors du procès alors les accusés, Azilah et Sirul n'auront pas à prêter serment ni à témoigner concernant les ordres qu'ils ont reçu et par qui ils ont été donnés ;*

*Je déclare sur l'honneur que ces informations sont vraies en vertu des dispositions de la Loi sur les Déclarations Sous Serment de 1960 (Statutory Declaration Act 1960).»*

L'avocat de Balasubramaniam était Americk Singh Sindhu. Seulement quatre jours après qu'il n'ait fait cette déclaration Balasubramaniam fit volte face le 4 Juillet 2008. Il organisa à la hâte une conférence de presse et en présence d'un nouvel avocat il fit une nouvelle déclaration (voir Annexe). Dans cette nouvelle déclaration il supprima toutes les références au Vice Premier Ministre de l'époque, Najib Razak, c'est-à-dire les paragraphes 8,25,28,49 et 50 à 52 : <sup>25</sup>

*« Les informations contenues dans les paragraphes 8,25,28,49 et 50 à 52 de ma déclaration solennelle en date du 1<sup>er</sup> Juillet 2008 sont inexactes et ne reflètent pas la vérité... Je*

*souhaiterai revenir sur le contenu entier de ma déclaration du 1<sup>er</sup> Juillet 2008. J'ai fourni la déclaration le 1<sup>er</sup> Juillet 2008 sous la contrainte. »*

Il ne dévoila pas les noms de ceux qui l'avaient forcé à signer la première déclaration. Dès qu'il fit sa nouvelle (deuxième) déclaration, Balasubramaniam, sa femme et ses trois enfants « *disparaissaient* ». Le neveu du détective privée, R.Kumaresan déposa une plainte pour personnes disparues au poste de police.<sup>26</sup> Des avocats en droit pénal observèrent que le détective privé s'était rendu coupable d'une offense en fournissant des déclarations contradictoires dans le cadre du procès pour le meurtre d'Altantuya. Ils suggérèrent que l'accusation et la défense devraient rappeler Balasubramaniam à la barre étant donné que le contenu de la première déclaration était en relation avec l'affaire. Le Président du Comité de Pratique Criminelle du Barreau de Kuala Lumpur, N.Sivananthan déclara que rappeler Balasubramaniam à la barre était une option à envisager :

*« Bien que le Ministère Public ait clos l'affaire, il est toujours possible d'appeler des témoins étant donné que le juge n'a toujours pas entendu les réquisitoires du Procureur et de la Défense. »<sup>27</sup>*

Il déclara que Balasubramaniam devrait être de nouveau appelé à témoigner car il appartient à la Cour de démêler le vrai du faux. Sivananthan déclara que la Cour devrait accorder la demande faite pour rappeler Balasubramaniam sa déclaration étant utile au regard des charges retenues contre Abdul Razak. L'avocat Karpal Singh ajouta que Balasubramaniam devrait faire l'objet d'une enquête criminelle. Il déclara que l'on ne pouvait pas faire une déclaration puis revenir sur ses propos de cette façon là, un tel acte revenant à donner de fausses preuves, infraction punie au maximum de sept années d'emprisonnement :

*« J'agit au nom d'Altantuya Shaaribuu et du Gouvernement de Mongolie dans le procès pour le meurtre de cette dernière... Les révélations figurant dans cette déclaration sont d'une grande importance et mettent en jeu la réputation de la Malaisie. »<sup>28</sup>*

Americk Singh Sidhu, l'avocat qui avait rédigé la première déclaration sous serment de Balasubramaniam, a assuré que cela avait été fait volontairement. Il affirma que Balasubramaniam avait été « *intimidé* » afin qu'il change sa version des faits dans les 24 heures. Lors d'une conférence de presse, il déclara qu'il avait rencontré pour la première fois Balasubramaniam deux mois auparavant lorsqu'il lui avait été demandé d'aider à la rédaction d'un document contenant des preuves qui n'avaient pas encore été présentées lors du procès pour le meurtre d'Altantuya Shaaribuu. Americk déclara qu'il ne doutait pas que Balasubramaniam lui ait dit la vérité. Americk ajouta que la déclaration avait été lue en présence d'un commissaire aux serments qui l'avait ensuite validée.

*« C'est pour cette raison que je suis extrêmement surpris que Balasubramaniam, en l'espace de 24 heures, ait engagé un autre avocat et fourni une autre déclaration sous serment jurant que la première contenait de fausses informations et qu'il avait été contraint de la signer. »<sup>29</sup>*

Americk déclara qu'après la conférence de presse ils étaient retournés à son bureau où Balasubramaniam avait reçu un appel du Commissaire Adjoint (*Assistant Superintendent of*

*Police*) Tony qui était aussi impliqué dans le procès Altantuya. L'impression qu'il eût fut que Balasubramaniam devait rencontrer Tony à Brickfields à 18h30 le même jour.<sup>30</sup>

### **Le Détective Privé refait surface**

Après avoir disparu pendant plus d'un an, Balasubramaniam refit surface en Novembre 2009 dans une série d'interviews et de vidéo diffusés sur le site du blogger Raja Petra Kamaruddin. Dans ces entretiens Balasubramaniam révéla en détail ce qu'il s'était passé après que la première déclaration ait été rendue publique, pourquoi il s'était rétracté et ce que lui et sa famille avaient enduré depuis. Il affirma qu'il s'était vu offrir la somme de 5 millions de ringgit s'il revenait sur sa déclaration qui établissait un lien entre Datuk Seri Najib Tun Razak et le meurtre du mannequin mongole, Altantuya Shaaribuu :

*«Deepak est venu me voir car il voulait que je revienne sur ma première déclaration sous serment... Il m'a offert 5 millions de ringgit afin que je me rétracte.»* a-t-il déclaré dans une vidéo.<sup>31</sup>

Le 13 Janvier 2010 la Commission Anti Corruption Malaisienne (MACC) annonça qu'elle était disposée à rencontrer le détective privé P. Balasubramaniam en Malaisie ou à l'étranger afin de recueillir son témoignage concernant les 5 millions de ringgit qui lui avait été offerts en échange de l'annulation de la déclaration sous serment qu'il avait faite.

*« Nous sommes prêts à le rencontre où que ce soit... Il n'y a aucun problème à faciliter l'organisation de cet entretien, que ce soit à la maison ou à l'étranger, nous accepterons (la réunion). »*<sup>32</sup>

Le Commissaire en chef de la MACC, Datuk Abu Kassim Mohamed déclara que Balasubramaniam devait se déplacer lui-même afin de fournir son témoignage en tant que témoin principal et ainsi permettre que des enquêtes approfondies soient menées. Il commentait les derniers développements dans l'enquête au sujet de l'enregistrement CD dans lequel Balasubramaniam affirmait qu'il s'était vu offrir la somme de 5 millions de ringgit s'il revenait sur sa déclaration du 1<sup>er</sup> Juillet 2008 ; que sa famille avait été menacée ; qu'il avait reçu, à différentes occasions, 750 000 ringgit et 800 000 ringgit versés par certaines parties et qu'il avait été forcé de donner une seconde déclaration sous serment niant la première. Dans le même temps, le Commissaire en chef Adjoint de la MACC, Datuk Mohd Shukri Abdull, déclara que Balasubramaniam était seulement un témoin et non un suspect et qu'il ne devait donc avoir aucune crainte à prêter assistance dans l'enquête :

*« Je l'encourage fortement à venir nous rencontrer, il n'a rien à craindre étant donné qu'il n'est qu'un témoin et non un suspect. »*<sup>33</sup>

Interrogé sur le fait de savoir si la MACC essayait de le localiser, Shukri déclara que la MACC mettait tout en œuvre pour recueillir son témoignage mais qu'à l'heure actuelle aucun rendez vous n'avait été fixé entre la MACC et Balasubramaniam. En Septembre 2010 la MACC annonça enfin qu'ils étaient prêts à rencontrer Balasubramaniam à Londres<sup>34</sup> mais le public fût déçu quand ils donnèrent de vagues excuses concernant la recevabilité d'une preuve

D27/15

recueillie à l'étranger et envoyèrent à la place leurs questions à Balasubramaniam par le biais d'un taxi londonien !

### **SUARAM demande justice et que des responsabilités soient engagées**

En Avril 2010, SUARAM, l'organisation de défense des droits de l'homme malaisienne, fit les gros titres en demandant justice devant les tribunaux français pour Altantuya Shaaribuu et que des comptes soient rendus aux contribuables malaisiens et français étant donné que les tribunaux malaisiens n'avaient pas réussi à faire la lumière sur le meurtre d'Altantuya et sur le paiement d'une commission en lien avec l'accord sur les sous marins. Bien que deux anciens gardes du corps du Premier Ministre aient été déclarés coupables, les raisons du meurtre n'ont pas été examinées par les cours malaisiennes.

SUARAM est convaincu qu'il existe encore des choses à découvrir concernant le meurtre d'Altantuya et que ce qui est en jeu ce sont des millions de ringgit versés sous la forme de commissions associées au contrat de vente des sous marins Scorpène d'une valeur totale de 4,7 milliards de ringgit. Cela est couteux pour les contribuables malaisiens et français.

Des avocats français ont porté plainte auprès du Ministère Public au nom de SUARAM, la principale organisation malaisienne de défense des droits de l'homme qui s'est toujours battue pour les droits de l'homme et afin que les individus passent avant le profit.

Des magistrats du ministère public ont enquêté sur un grand nombre d'actes de corruption impliquant des ventes de sous marins similaires à celle-ci et la possible existence de pots de vin et de rétrocommissions versés à de haut responsables en France, Pakistan et d'autre pays incluant la Malaisie. Pendant deux ans, l'équipe du Ministère Public, emmenée par les juges d'instruction Françoise Besset et Jean-Christophe Hullin a enquêté sur des accusations impliquant d'anciens responsables politique français dans la vente de sous marins et autre armements à des gouvernements du monde entier.

Ce scandale concerne aussi les contribuables français car il implique le plus important conglomérat en matière de défense, la DCNS, constructeur naval appartenant à l'état. La filiale de la DCNS, Armaris construit les sous marins Scorpène vendus à la Malaisie et aux autres pays. SUARAM espère que le système judiciaire français révélera plus d'éléments que ne l'ont fait les tribunaux malaisiens et forcera les gouvernements français et malaisien à rendre des comptes à leur citoyens concernant le contrat sur les sous marins.

En décembre 2009 le Ministre de la Défense, Ahmad Zahis Hamidi avait révélé au Parlement que les coûts de fonctionnement des deux sous marins malaisiens étaient estimés à 290 millions de ringgit par an. Il a déclaré que les coûts d'acquisition des deux sous marins étaient de 5,382 milliards de ringgit (1082 millions d'euro), ce qui comprenait le prix d'achat, un soutien logistique, des pièces détachées ainsi que la formation de l'équipage. Le Scorpène nouvelle génération à propulsion diesel, a été désigné comme référence en matière de sous marins conventionnels ; capable d'opérer dans les eaux littorales et profondes et équipés de

torpilles filoguidées ainsi que de missiles subsoniques antinavires Exocet SM39. Les deux sous marins seront stationnés à la base navale de Kota Kinabalu, Sabah. Les Scorpènes peuvent opérer à 350m de profondeur pendant 40 jours et sont dirigés par un équipage de 31 personnes. D'après le Ministère, le gouvernement ne va plus envoyer d'apprentis en France car les sous marins ont déjà été livrés à la Malaisie. Le Ministère a aussi révélé que le coût d'achat des armements des sous marins s'élevait à 1,08 milliard de ringgit (219 millions d'euro).<sup>35</sup>

## Résumé

L'acquisition la plus récente en matière de défense effectuée par la Malaisie, les deux sous marins Scorpène, est aussi la plus onéreuse avec un coût total s'élevant à plus de 7 milliards de ringgit. Ce scandale, incluant l'horrible meurtre d'une femme d'origine mongole, Altantuya, a été lié à des accusations selon lesquelles des pots de vins atteignant la somme de 500 millions de ringgit auraient été versés à des parties malaisiennes. Le procès pour meurtre n' pas réussi à faire la lumière sur les raisons du crime commis par deux anciens gardes du corps du Ministre de la Défense et actuellement Premier Ministre, laissant le champ libre aux rumeurs et spéculations. Par conséquent les déclarations sous serment du détective privé Balasubramaniam constituent de précieux documents dans cette affaire.

Le système judiciaire français est actuellement en train d'enquêter quant à la véracité des allégations de commissions versées par la compagnie française spécialisée dans la défense, la DCNS, ce qui représente un coût important pour les contribuables français et malaisiens. Ce scandale révèle le processus d'acquisition d'armes malaisien, « d'ordinaire opaque » ainsi que le rôle des contacts politiques dans ces contrats de défense très lucratifs.

## Notes de fin

<sup>1</sup> "Wanna buy a sub ?" par S.Jayasankaran, *Far Eastern Economic Journal*, 15.08.2002 :16

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> « *The French Connection* » article paru dans le journal *The Asia Sentinel* le 29 Juin 2009

<sup>4</sup> En 1980, Bank Bumiputera Malaysia Bhd (BBMB), recevait 50 millions de ringgit par mois versés par Petronas au terme d'un accord pour l'augmentation des coffres de la banque qui avait été mise en place spécialement pour le bénéfice des bumiputras. Bumiputera Malaysia Finance avait été créée à Hong Kong afin de rediriger cet argent. Une série de prêts atteignant environ les 2,5milliards de ringgit avaient été accordés au Groupe Carrian afin d'investir dans le marché alors fleurissant de l'immobilier. Cependant en 1983 Carrian fit faillite après que la bulle immobilière ait éclaté et les prêts n'ont pu être remboursés.

<sup>5</sup> Compte rendu officiel des délibérations au Parlement, 6 Décembre 2006

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> Compte rendu officiel des délibérations au Parlement, 14 Mai 2008

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> Voir l'annexe sur les directeurs de Perimekar

<sup>10</sup> Journal en ligne *The Star* du 20 Janvier 2007

<sup>11</sup> Journal *The Sun*, 15.01.2009

<sup>12</sup> Arnaud Dubus, « *L'Affaire Altantuya Shaaribuu : comment et pourquoi a-t-elle été tuée* », journal *The Nation*, 13.03.2009

<sup>13</sup> Journal en ligne *The Star*, 21 Janvier 2007

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> Journal *Asia Times*, 12.07.2007

<sup>17</sup> Ibid.

<sup>18</sup> Ibid.

<sup>19</sup> 1<sup>ère</sup> déclaration solennelle de Balasubramiam en annexe.

<sup>20</sup> Ibid, paragraphe 22

<sup>21</sup> Ibid, paragraphe 25.2

<sup>22</sup> Ibid, paragraphe 28

<sup>23</sup> Ibid, paragraphe 52

<sup>24</sup> 1<sup>ère</sup> déclaration solennelle de Balasubramianiam, paragraphe 52

<sup>25</sup> 2<sup>ne</sup> déclaration solennelle de Balasubramianiam, 4 Juillet 2008, paragraphes 4 et 5

<sup>26</sup> Site d'informations en ligne, *Malaysiakini* 5.07.2008

<sup>27</sup> Journal *New Straits Times*, 5.07.2008

<sup>28</sup> Ibid.

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> Site d'information en ligne *Malaysia Today*, 16 Novembre 2009

<sup>31</sup> Entretien vidéo de Balasubramianiam sur le site *Malaysia Today*

<sup>32</sup> Site d'information en ligne *Bernama*, 13.01.2010

<sup>33</sup> Ibid.

<sup>34</sup> *New Straits Times*, 8.9.2010

<sup>35</sup> Site d'information en ligne *Malaysiakini*, 15.12.2009